

La voix de l'opposition de gauche

Le 14 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE.

Confirmation. Souvenez-vous, il y a au moins 6 mois j'avais avancé qu'elle passerait sans doute à la trappe...

- Gilets jaunes: la révision constitutionnelle suspendue. - L'Express.fr 14.12

C'est la lutte pour le pouvoir qui est engagée, la question de l'Etat, du renversement du régime et l'instauration d'une République sociale.

Acte 5 de la révolte. Rien n'y fait !

- "En dépit des annonces d'Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat et malgré l'attentat de Strasbourg" AFP 14.12

- "Gilets jaunes": le gouvernement appelle à ne pas manifester - franceinfo 13.12

Après plusieurs personnalités politiques et syndicales, le gouvernement appelle, à son tour, à ne pas manifester samedi 15 décembre. franceinfo 13.12

Ils la sentent venir...

- L'insurrection qui vient - franceinfo 14.12

Radars vandalisés, préfecture incendiée, centres des impôts murés, insultes ou menaces de mort reçus par des parlementaires : la haine contre l'Etat et ses représentants n'a jamais atteint un tel niveau en France. franceinfo 14.12

Renversons-le !

- L'Etat assiégé - franceinfo 14.12

Le pillage de la Sécurité sociale continue.

- "Finalement, la hausse de 100 euros s'ajoutera aux baisses de charges sociales de 2018, ce qui portera l'augmentation des petits revenus à près de 125 euros en 2019." AFP 14.12

125 euros, des miettes ! Et personne ne sait qui va la percevoir ni quand et qui la financera, pas les patrons, l'Urssaf, la Caf, l'Etat avec la TVA que nous payons tous.

La base fait pression et se radicalise obligeant les agents du régime à composer pour ne pas perdre la main.

- Acte 5 des Gilets jaunes : Mélenchon ne lâche rien - LeParisien.fr 14.12

- La CGT débordée par sa base sur l'idée d'une convergence - Liberation.fr 14.12

Nombre de militants affichent leur soutien aux gilets jaunes et déplorent les attermoissements de leur centrale. Liberation.fr 14.12

Vaut mieux temporiser ! Peine perdue !

- "Gilets jaunes" : la réforme des retraites "peut très bien être décalée dans le temps", plaide le député Olivier Damaisin. franceinfo 13.12

Les retraites ce n'est pas la priorité, il n'y a pas d'urgence, estime, en résumé, le député du Lot-et-Garonne, Olivier Damaisin, qui hausse le ton. L'élu LREM est pourtant ambassadeur de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale pour son groupe. Il doit donc en principe défendre cette réforme auprès des députés et des citoyens, mais là, il préfère jeter l'éponge. "Je vais arrêter mon rôle d'ambassadeur parce qu'il faut prendre le temps. C'est peut-être l'une des choses qu'on n'a pas prise jusqu'à présent", confie-t-il.

La réforme, selon Olivier Damaisin, "peut très bien être décalée dans le temps". "Je ne suis pas sûr d'être le seul à dire ça. Ce n'est peut-être pas maintenant qu'il faut le faire d'ailleurs", précise-t-il, préférant attendre que "le soufflé retombe". "En tant que rapporteur, j'ai reçu des partenaires sociaux. Je peux vous dire que tous ne voient pas d'un bon œil la réforme des retraites. Donc, faut-il en parler maintenant ? Je ne pense pas. Pour moi, ce serait judicieux de le faire en 2020", déclare l'élu.

Comme lui, cinq députés LREM, également ambassadeurs, demandent une pause pour cette réforme. Il n'est pas question pour eux d'attiser de nouveaux foyers de contestation. Ces parlementaires sont minoritaires, mais bien décidés à se faire entendre. De son côté, Jean-Paul Delevoye continue de dire qu'il présentera ses préconisations en 2019, pour un vote du texte la même année, mais pas avant l'été. franceinfo 13.12

Totalitarisme et terrorisme d'Etat.

Grille de lecture à conserver en mémoire.

Ils ont abattu tous les terroristes qui étaient passés à l'acte et qui étaient "en charge par la DGSI" pour qu'ils ne parlent pas, trop compromettant pour l'Etat.

On pourrait se dire que l'Etat n'a rien à voir là-dedans, vraiment ? Comment cela ?

La DGSI sait qu'elle est en présence de types fragiles et manipulables, complètement marginalisés de la société et déséquilibrés, qui plus est qui n'ont rien à perdre, alors pour peu qu'on leur mette dans la tête qu'en réalisant un gros coup ou un exploit ils pourraient devenir célèbres ou il resterait une trace d'eux après leur mort, suggestion qui peut provenir de n'importe où, il suffit juste de les inciter à passer à l'action au moment que vous avez choisi pour qu'ils commettent un acte suicidaire, parce qu'ils savent à l'avance qu'ils seront abattus, ils y sont préparés, c'est même leur vœux devenu fanatique en guise d'idéal, de fin glorieuse, leur manière de dire adieu au monde en lui disant merde, c'est moi qui aies eu le dernier mot, au-delà du massacre qu'ils ont commis.

Cela se tient parfaitement, cela rejoint la mentalité ou le processus psychologique auquel est soumis un kamikaze, du type qui sacrifie sa vie parce qu'il n'avait plus rien d'autre à perdre et à en attendre. Cela paraîtra inconcevable ou irrationnel à un esprit équilibré imbu de bonne conscience, mais en fait c'est très rationnel quand on y réfléchit un instant.

Cela peut expliquer pourquoi depuis quelques années déjà, chaque fois qu'un gouvernement est en difficulté ou veut faire passer de nouvelles mesures liberticides ou antisociales, ce genre d'évènement se produit simultanément.

3 jours avant l'Acte 5. Un rapport adopté par l'UE le 12 décembre 2018. Encore une coïncidence !

- Lutte contre le terrorisme : l'UE adopte un plan pour une meilleure coordination des États - franceinfo 13 décembre 2018

Le Parlement européen a adopté mercredi 12 décembre une résolution pour renforcer la lutte contre le terrorisme en forçant les pays de l'UE à échanger leurs informations. franceinfo 13 décembre 2018

A peine 24 heures après l'affaire est pliée, le tireur abattu ! Encore une coïncidence ! Une de trop !

- Le tireur de Strasbourg abattu après 48 heures de cavale - Reuters 13 décembre 2018

- Huffington Post : Une rencontre fortuite entre les forces de l'ordre et l'homme le plus recherché de France. Le HuffPost 14 décembre 2018

Deux jours plus tôt on nous disait qu'il était l'homme le plus recherché de France et que personne ne savait où il était. Une fois de plus ils nous prenaient pour des cons de toute évidence.

Fortuite ? Cette fois il n'a pas laissé ses papiers en évidence, il a fourni le lieu où il logeait.

- "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens !" : ce que Cherif Chekatt a dit à un chauffeur de taxi après l'attentat à Strasbourg - franceinfo 13.12

Mardi 11 décembre, l'auteur présumé de la fusillade, qui a été abattu jeudi soir, est monté dans un taxi pour quitter le centre historique où il venait d'ouvrir le feu, tuant et blessant plusieurs passants. Dans la voiture, la conversation s'engage. "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens ! (...) Pour nos frères morts en Syrie", aurait déclaré Cherif Chekatt au chauffeur de taxi, selon des déclarations rapportées par une source proche de l'enquête à France 2.

La discussion dure environ 3 minutes. "La police a perquisitionné chez moi ce matin, ils ont trouvé une grenade", poursuit l'auteur présumé de l'attentat, toujours selon le témoignage du conducteur. Ce dernier s'est rendu dans un commissariat de Strasbourg après avoir déposé l'homme dans le quartier de Neudorf. Le chauffeur pense avoir la vie sauve parce qu'il est musulman et qu'il y avait des signes religieux dans sa voiture, notamment un collier de prière accroché au rétroviseur.

Il raconte qu'il a tout de suite vu que l'homme pris en charge était blessé au bras, parce que le fugitif lui a montré sa blessure. Il dit que l'homme était très pâle et avait l'air à la fois calme et très stressé. Le chauffeur de taxi affirme aussi qu'il connaissait très bien les rues de Strasbourg mais n'avait pas l'air de trop savoir où aller. C'est le chauffeur qui l'a convaincu rapidement de sortir du taxi. La course a duré très peu de temps. franceinfo 13.12

Quand l'Etat terroriste se fait complotiste, l'un ne va plus sans l'autre.

- "Gilets jaunes": les théories du complot fleurissent sur les réseaux sociaux - franceinfo -13.12

Et les idiots utiles ou ses suppôts de leur emboîter le pas.

- Quatennens (LFI) lance un appel aux gilets jaunes sur les théories du complot - Le HuffPost 13 décembre 2018

"C'est stupide." Invité de BFMTV et RMC ce jeudi 13 décembre, Adrien Quatennens a appelé les gilets jaunes qui relaient toutes sortes de théories du complot sur l'attentat de Strasbourg à "garder raison."

"Ce n'est pas raisonnable. (...) Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent", a-t-il ajouté, avant de lancer un appel à ceux qui pourraient verser dans le complotisme: "je le dis aux citoyens qui nous écoutent: ne faites pas circuler ou ne relayez pas ce genre de fausses informations. Il faut être implacable sur le sujet." Le HuffPost 13 décembre 2018

"Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent" pour empêcher les masses de manifester depuis 3 semaines, les gazent, les matraquent, les menacent, les emprisonnent, bravo monsieur le charlatan ! Quand on vous dit qu'ils sont dangereux. Et après cela vous voudriez que les travailleurs renouent avec le mouvement ouvrier, ce type-là en est le fossoyeur.

N'écoutez pas les élus de LFI, du PCF, du PS, de Générations, de EELV, les dirigeants syndicaux qui sont tous corrompus par le régime, dans une large mesure vous pouvez ajouter ceux de l'extrême gauche, ne parlons pas de ceux de la droite officielle ou de l'extrême droite ce sont nos ennemis à mort.

Commentaires d'internautes (Les Crises.fr)

1- Quant à la fusillade de Strasbourg, elle vient à point pour détourner l'attention de la crise sociale (la chasse au Sarrasin, juste avant Noël) et pour associer "Gilets jaunes" et "théorie du complot".

2- "Juste après les attentats de Charlie Hebdo, le gouvernement et les médias appelaient à sortir en terrasse pour "résister". Et là, on nous fait exactement l'inverse, pour un "attentat" "terroriste" d'une dimension bien inférieure, sans revendication ni même motif."

3- Je suis tombé sur Facebook sur un GJ qui avait pris en photo sa convocation au tribunal. Les faits reprochés étaient d'avoir dans son coffre 1 gilet jaune et 1 casque de chantier qui avait été considéré par les gendarmes comme des armes par destination.

L'extrême droite sioniste appelle à "créer un délit de complotisme".

Panamza.com - Après Joël Mergui, le patron ultrasioniste des juifs de France qui demande la pénalisation de l'antisémitisme, c'est au tour de son co-religionnaire (également engagé dans le sionisme radical) Ariel Goldmann, patron du Fonds social juif unifié (une institution dite caritative et communautariste qui fut fondée et demeure encadrée par la famille Rothschild), de proposer -sans rire- le mercredi 12 décembre de "créer un délit de complotisme" en réaction aux légitimes interrogations suscitées par l'étrange attentat survenu la veille à Strasbourg. panamza.com 13.12.2018

ACTUALITÉ SOCIALE DU JOUR

[Ford : 850 emplois supprimés à l'usine de Blanquefort - franceinfo 13 décembre 2018](#)

Impossible de trouver les mots. Ce représentant syndical ne parvient pas à annoncer la nouvelle aux salariés : Ford refuse l'unique offre de reprise de leur usine de Blanquefort (Gironde), près de Bordeaux. Le site va donc fermer. Il y avait pourtant un repreneur. Un industriel franco-belge, Punch, prêt à sauver 400 des 850 emplois du site. Pour Philippe Poutou, ancien candidat à l'élection présidentielle, lui aussi salarié, Ford n'a pas joué le jeu.

LVOG - Le gouvernement aux abois.

Dans l'après-midi du jeudi 13 décembre, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est exprimé avec colère. "Je veux dénoncer la trahison de Ford vis-à-vis des plus de 800 salariés du site de Blanquefort (...) parce qu'ils avaient accepté de réduire leurs salaires, de réduire leurs RTT, de faire des efforts considérables pour garantir la reprise", a-t-il grondé. L'usine Ford de Blanquefort pourrait fermer dès la fin du mois d'août 2019. franceinfo 13 décembre 2018. franceinfo 13 décembre 2018

DEUXIEME PARTIE.

Le mouvement du 17 novembre vu par l'extrême gauche.

Chacun a entendu quotidiennement depuis bientôt un mois les représentants de la réaction, gouvernement et patronat et leurs alliés condamner les violences, appeler au calme, au respect de l'ordre républicain, bref au respect de l'ordre établi. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Qui au même moment (le 8 décembre) a osé sortir dans un communiqué : "*La mobilisation ouvrière sur le terrain de classe est facteur d'ordre pour tout le pays*" ? Le POID.

LO

Nathalie Arthaud : "*On est loin du compte*" 10/12/2018

LVOG - Sans blague ! Non mais attendez, LO ce sont des gens qui prétendent vouloir refaire le monde, le roitelet jette une pièce au gueux qui ne coûtera pas un rond au patronat, bien au contraire, et elle lui sort que cela ne fait la compte, cire-leur les pompes peut-être qu'ils te balanceront la planche à billets la prochaine fois, pauvre gourde !

Editorial 11/12/2018

"Engager le combat, par la grève, pour une augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations, qui suive la hausse des prix : c'est le seul moyen, pour le monde du travail, de se battre pour son avenir. C'est aussi la seule perspective, pour toute la société, de desserrer l'étau de la dictature du capital sur l'économie."

LVOG - La "*seule perspective*", ce sont eux qui l'ont écrit, c'est de demeurer sous ce régime, pourvu que vos maîtres desserrent un peu les maillons de la chaîne qui vous entrave et vous pourrez vous estimez heureux. C'est à cela qu'on reconnaît les vrais révolutionnaires, les vrais trotskystes !

NPA - Tendance Claire

(7 décembre 2018)

Ce lundi 3 décembre le comité exécutif du NPA a décidé d'appeler clairement non seulement à soutenir, mais à participer aux manifestations organisées par les Gilets Jaunes du samedi 8 décembre.

Articuler les luttes dans les entreprises et dans la rue, avec les Gilets Jaunes.

LVOG - Jusque là on est d'accord.

(9 décembre 2018)

La radicalité des gilets jaunes semble le reflet inverse du recul du mouvement ouvrier organisé ainsi que son intégration systématique à l'appareil d'État par le dialogue social. (Discours qui sur ce point tranche avec celui du POI-POID qui fait l'éloge de l'indépendance des syndicats, une escroquerie politique. - LVOG)

Nous saluons et félicitons toutes les unions locales ou départementales qui prennent leurs responsabilités et qui désavouent les politiques de leurs directions pour rejoindre le mouvement. Il faut dès maintenant entraîner le prolétariat en tant que tel et dans son ensemble dans cette lutte puissante contre Macron et ce qu'il représente. (Pour abattre le régime aurait été mieux ou plus précis, car c'est le régime qui est incompatible avec le progrès social et non Macron. Mais on est d'accord sur l'orientation, jusque là. - LVOG)

Rejoignons en masse les gilets jaunes, participons au développement de la conscience de classe du mouvement, faisons tomber Macron et son monde ! (Les institutions de la Ve République. - LVOG)

(10 décembre 2018)

Derrière les bons sentiments... Macron protège les riches et nous arnaque !

Il faut se saisir de la journée de mobilisation du vendredi 14 décembre pour manifester et bloquer l'économie. Il faut être encore plus nombreux dans les rues samedi 15 décembre. Le pouvoir est affaibli. C'est le moment d'y aller tous ensemble ! Bloquons tout, organisons nous sur nos lieux de travail, dans les quartiers ! Macron et son régime doivent dégager ! Le pouvoir aux travailleurs/ses, en gilets jaunes et rouges !

LVOG - Toujours la connerie de l'écriture inclusive. Passons.

NPA - Montreuil le lundi 10 décembre

L'heure est à la mobilisation générale, pour un blocage du pays, notamment par la grève. Face à ce mouvement profond contre la vie chère, Macron doit céder : mettre fin aux taxes injustes, faire payer les riches, augmenter les salaires et les revenus. Nous pouvons les faire reculer.

LVOG - Les masses avancées et les "*révolutionnaires*" reculent en imitant Macron. Le mouvement engagé le 17 novembre a commencé à poser plus ou moins consciemment les bases d'un processus constituant, donc politique, il avance des revendications politiques qui remettent en cause l'existence du régime ou les institutions de la Ve République, et que dit le NPA trois semaines plus tard, on veut "*faire payer les riches*", ce qui signifie qu'ils doivent conserver le pouvoir, or ce mouvement a adopté une toute autre orientation politique en disant qu'ils ne voulaient plus entendre parler des riches, qu'il fallait leur faire pas seulement les poches mais la peau, leur ôter le pouvoir.

Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout

Par Gilets jaunes de Commercy (2 décembre 2018)

Les gilets jaunes de Commercy lancent un appel à toute la population ! L'appel est ci-dessous sous format texte et vidéo.

Samedi 1er décembre, un péage gratuit à Gye près de Toul a été organisé avec 200 gilets jaunes, face à 6 flics : le péage est resté gratuit toute la journée !

Puis une soupe populaire a été préparée en commun et offerte aux habitants de Commercy, suivie d'une collecte pour le Téléthon.

**APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY À DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT
REFUSONS LA RÉCUPÉRATION ! VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ! PAS BESOIN DE
"REPRÉSENTANTS" RÉGIONAUX !**

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandues. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement ! (On se disait bien que l'abstention massive aux

élections et le refus de participer au mouvement ouvrier corrompu finirait par trouver une expression politique, ou qu'il s'accompagnait d'une réflexion en profondeur sur le fonctionnement des institutions et leurs relais dans la classe ouvrière qui arriverait un jour à maturité ou qui exploserait au grand jour. On l'a sous-estimé ou on a refusé de le prendre en compte, ainsi on l'a retardé au lieu de le favoriser ou l'accélérer... - LVOG

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base ! (Là, c'est tout le régime qui vole en éclats ! - LVOG

Si on nomme des « représentants » et des « porte-parole », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne ! (Je n'avais pas lu cet appel avant ce jeudi soir 13 décembre, ma causerie rédigée la veille et publiée seulement quelques heures avant était prémonitoire une fois de plus, j'évoquais non pas la nécessité de dirigeants qui "*semblent honnêtes*", mais qui ont fait la preuve qu'ils l'étaient, et j'ajoutais qu'ils devaient avoir un niveau de conscience politique supérieur pour diriger le parti de la révolution prolétarienne ou guider les masses vers la victoire finale. - LVOG)

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance. (C'était la définition des soviets ou ne figuraient pas seulement des délégués issus de partis ouvriers. La supériorité des représentants du mouvement ouvrier sur les autres délégués provenait du fait qu'ils avaient acquis une expérience de la lutte de classe théorique et pratique, ce qui manque également à ces travailleurs. Si les militants du mouvement ouvrier expriment consciemment ce qu'expriment inconsciemment ou de façon confuse ces travailleurs, ils gagneront leur confiance et ensemble ils pourront lutter, aller de l'avant et vaincre Macron et renverser le régime. - LVOG)

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité ! (Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite. - LVOG)

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-parole autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies !
Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

La CGT 75 appelle à manifester avec les gilets jaunes samedi 15 décembre

Appel du Comité Général de l'UD du 11 décembre 2018

Le Comité général de l'Union des syndicats CGT de Paris prend la mesure de la situation sociale exceptionnelle dans laquelle il se tient.

La mobilisation des Gilets jaunes est l'expression d'une colère légitime. Les revendications pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, contre la CSG, pour la justice fiscale, pour la défense des services publics, rejoignent celles qui ont conduit la CGT à mener de nombreuses luttes. (Non, on se retient de les insulter ! - LVOG)

Désormais, les lycéens ont massivement rejoint la contestation, suivis par les étudiants.

Face à ces différentes mobilisations, le gouvernement a répondu par le mépris et une répression policière et judiciaire inédite. Il cherche à faire rempart au patronat en masquant ses responsabilités. (Même pas, passons. - LVOG)

Mais la détermination commence à faire vaciller le président Macron. Ses annonces ne répondent pas aux revendications exprimées. Il poursuit la casse du modèle social (tu parles d'un modèle, il y a toujours eu des millions de pauvres dans ce pays, mais vous les ignorez ! - LVOG) et ne remet absolument pas en cause l'inégalité de la répartition des richesses dans notre pays par son refus de s'attaquer au coût du capital. (Pas question de s'attaquer aux fondements du capital, ils ne savent même plus ce que c'est au juste. Passons. - LVOG)

La CGT exige l'arrêt de la répression et l'abandon des poursuites judiciaires. Dans la poursuite de leur mouvement, les retraités sont appelés à se mobiliser le 18 décembre, 14H30 devant Bercy, pour leur pouvoir d'achat. (Il y avait le 14 et le 15, et maintenant le 18, Macron et le Medef apprécieront. - LVOG)

Ce même jour nous participerons à la Journée internationale des migrants, à 18H place de la République (Pourvu que BHL et Soros soient de la fête ! - LVOG) . Face au patronat nous sommes tous ensemble dans les luttes pour l'égalité des droits.

Pour la CGT, il y a urgence à :

augmenter le SMIC à 1800€ bruts par mois, (Nets. - LVOG)
augmenter les salaires et les indexer sur l'inflation : 300€ bruts par mois,
augmenter le point d'indice dans la fonction publique,
augmenter les pensions, (Au niveau minimum du SMIC. Retraite à 50 ou 55 ans maximum.- LVOG)
augmenter les minima sociaux,
rétablir l'ISF et supprimer le CICE, (Rien à foutre de l'ISF, on leur prend tout, on supprime l'oligarchie ! - LVOG)
supprimer la hausse de la CSG, (Supprimer la CSG et la TVA. - LVOG)

maintenir et renforcer les services publics, (Rouvrir tous les services publics fermés ou supprimés. - LVOG)

abandonner tout projet de retraite par points, maintenir tous les régimes actuels, (Alignez le régime général sur le régime spécial le plus avantageux et le généraliser à tous les retraités. - LVOG)
pérenniser la sécurité sociale et son financement par les cotisations. (En chassez le patronat et le gouvernement. Annulation de la "dette" de la SS au marché, eh oui peu y pensent! - LVOG)

Le Comité général fait sien le communiqué intersyndical des Urif : « Les unions régionales Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires avec l'UNEF appellent les salariés, les étudiants et les lycéens à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire à la satisfaction de ces revendications, y compris par la grève ». (Pour préparer la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications. - LVOG)

Le Comité général appelle à manifester et à faire grève le 14 décembre, à converger avec les Gilets jaunes le 15 décembre. L'amplification de la mobilisation par la tenue d'assemblées générales les plus unitaires possible dans les prochains jours est à l'ordre du jour. Partout mettons en débat la question de la grève pour gagner sur nos revendications.

Face à un gouvernement devenu fébrile, nous pouvons gagner ! (Nous pouvons le renverser ! - LVOG)

Le POID qui a son rond de serviette à la table des dirigeants syndicaux vendus...

POID

- N'y a-t-il pas urgence à quitter la table ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 13 décembre 2018

Que Macron, ce 10 décembre, se soit livré à une misérable mascarade, annonçant des mesures sur le Smic et la CSG financées par les salariés et les retraités eux-mêmes... cela n'est pas pour surprendre. La question posée est : que va faire le mouvement ouvrier ?

Le matin même, les représentants des organisations syndicales s'étaient rendus à l'Élysée porteurs, on le suppose, des revendications des travailleurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont pas été entendus. (Non, sans blague, les ont-ils vraiment posées au moins ? Mais encore, parce que Macron pourrait ne pas être sourds ou satisfaire les "revendications des travailleurs" quand on lui demande poliment ? Il nous prend pour des abrutis Gluckstein, cela ne marche plus monsieur ! - LVOG)

Dans tout le pays, de jour en jour plus nombreux, les jeunes et les travailleurs s'engagent sur la voie de la grève pour les revendications. Au point que le journal patronal Les Échos s'inquiète de « l'impact » de la crise sociale généralisée sur les « réformes majeures inscrites à l'agenda de 2019 », citant en particulier « celles de la fonction publique (et) des retraites ». (Alors qu'on lui parle de ce qui se passe en ce moment sous ses yeux dans la rue, il nous cause de ce qui va se passer en 2019 ! Arrêtez de nous prendre pour des demeurés ! - LVOG)

Question majeure, en effet, que celle de l'avenir des contre-réformes engagées par un gouvernement qui fait l'objet d'un tel rejet ! (Ah tiens, le revoilà qui descend sur terre ! - LVOG)

À commencer par la contre-réforme que Les Échos n'évoquent pas, celle du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup. C'est pourtant contre cette triple contre-réforme que par dizaines de milliers, à nouveau ce 11 décembre, les lycéens bravent la répression et les violentes agressions de casseurs, organisent leurs assemblées générales et manifestent pour en revendiquer le retrait. La seule réponse conforme à la démocratie, c'est en effet le retrait et le rétablissement du droit de

chaque lycéen à passer un baccalauréat-diplôme national unique sur tout le territoire ouvrant accès à l'Université. (Sésame ouvre-toi ! Demain vous serez tous bac +7 comme lui, quel monde... surtout pour ceux qui seront bac -7, la majorité ! - LVOG)

S'agissant de la contre-réforme de la fonction publique, on note que la concertation à son sujet est supposée reprendre dans quelques semaines.

Il n'en est pas de même de la concertation sur la contre-réforme des retraites qui, elle, se poursuit ! Car ce gouvernement, pourtant archi-minoritaire et rejeté de toutes parts, maintient son objectif : détruire les 42 régimes de retraite existants, précipitant dans la misère des millions de futurs retraités ! (Sa seule préoccupation, c'est le maintien des régimes spéciaux de retraite de l'aristocratie ouvrière, son fond de commerce, et le droit à la retraite pour tous à taux plein dès 55 ans par exemple, il s'en tape ! - LVOG)

Dès lors, la démocratie la plus élémentaire n'exige-t-elle pas que les organisations syndicales de travailleurs décident, conformément à ce pour quoi elles ont été constituées, de quitter la table de la concertation ? (Commencez par rompre avec eux ! - LVOG)

Chacun le comprend : dans le contexte actuel, le retrait des organisations de la table des concertations rendrait très difficile pour ce gouvernement au bord du gouffre de faire passer, seul, ses contre-réformes. Un tel retrait marquerait un pas vers l'indépendance recouvrée du mouvement ouvrier (Il ne s'avisera pas de dater à quel moment il a perdu son indépendance, et pour cause elle a été compromise depuis bientôt un siècle ! - LVOG), un pas vers l'unité effective des travailleurs et des organisations faisant bloc sur les revendications contre le gouvernement et les patrons. (Unité qui a débouché sur les accords de Grenelles et de Matignon, qui ont permis de liquider les mouvements révolutionnaires amorcés en 36 et 68. On croirait entendre la voix de la social-démocratie dépeinte par Marx dans le 18 Brumaire. - LVOG) Ce serait un pas décisif vers l'abandon de toutes les contre-réformes dictées par la classe capitaliste dans le seul but de voler des droits, de l'argent et de la qualification aux travailleurs et à leurs familles. (Sales voleurs ! Voilà ce qui reste de ce courant trotskyste en guise d'analyse et de stratégie politique, pitoyable ! - LVOG) La Tribune des travailleurs, 12 décembre 2018

La Commune.

- HALTE À L'ÉTAT DE SIÈGE MACRONEUX ! MARTINEZ, RENDS LA CGT ! La Commune 11 décembre 2018

La révolte spontanée des masses en gilet jaune est contagieuse et embraye sur la révolte des syndicalistes contre leurs mauvais dirigeants.

La révolte des masses en gilet jaune a arraché l'annulation de la hausse de la taxe Carburant et l'annulation de la CSG pour la majorité des retraités. La clique de Martinez qui confisque la direction de la CGT de façon elle-même despotique n'a, quant à elle, jamais rien obtenu. Nous n'oublierons jamais qu'elle s'est dressée contre la mobilisation en gilet jaune (non seulement la CGT mais également le « parti ouvrier » et sa « tribune des travailleurs ») avant de bafouiller.

BERGER ET MARTINEZ, UNIS CONTRE LA COLÈRE DES MASSES Tout aussi indélébile, la déclaration signée par Martinez avec le Berger du MEDEF où nous lisons « Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications. » 1 , De concert avec les haut-responsables FO FSU CFTC qui se prennent pour une POLICE DU TRAVAIL... au service DU CAPITAL. Et, ce sans la moindre sollicitude à l'égard des lycéens qui sont pourtant DES JEUNES TRAVAILLEURS EN FORMATION qui refusent de subir une SELECTION qui rime avec DECHEANCE, ne veulent pas devenir une MAIN D'ŒUVRE TAILLABLE ET CORVEABLE. (...)

LES VEILLEURS DE NUIT

Depuis le début, nous soutenons le mouvement des gilets jaunes, inconditionnellement. Nous raillons ce « parti ouvrier » qui se prend pour le Tribun des travailleurs et qui a voulu à tout prix, comme MARTINEZ, voir un « mouvement » manipulé par des « populistes » et des « fascistes ».

Aux militants de ce courant qui veulent réfléchir, rappelons ces paroles de Rosa Luxemburg qui moquait la conception policière des événements :

« La classe ouvrière consciente de l'Allemagne a depuis longtemps compris le comique de cette théorie policière, selon laquelle tout le mouvement ouvrier moderne serait le produit artificiel et arbitraire d'une poignée d'« agitateurs et de meneurs » sans scrupules.

Nous voyons la même conception se manifester lorsque deux ou trois braves camarades se forment en colonnes de veilleurs de nuit volontaires pour mettre en garde la classe ouvrière allemande contre les menées dangereuses de quelques « romantiques de la révolution » et leur « propagande pour la grève de masse » [...]

Si le déclenchement des grèves dépendait de la « propagande » incendiaire des « romantiques de la révolution » ou des décisions secrètes ou publiques des Comités directeurs nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie . » 2

Il est déjà arrivé dans notre histoire que lorsque surgit l'explosion, des doctrinaires affolés en perdent leur latin marxiste et ouvrier de base. Mais fermons cette parenthèse.

UNE COLÈRE DE PLUS EN PLUS OFFENSIVE

Pour notre part, nous ne nous grimons pas en Gilet-Jaune. Nous sommes du côté de la barricade et non du côté du manche. Nous pouvons dire que la colère des masses de plus en plus offensive s'est exprimée et affermie par ce canal-là.

En effet, le canal syndical de l'action collective a été obstrué par les hautes bureaucraties qui confisquent les syndicats et l'action collective revendicative, pour promouvoir un syndicalisme de « dialogue » avec le pouvoir, un syndicalisme de suggestions, de conseillers sociaux de l'État bourgeois.

Le travail de sape de Martinez et sa bande est tel que le mouvement ouvrier et démocratique s'interdit d'intervenir pour l'abrogation de la loi du 30 octobre 2017, dite de « sécurité intérieure », matrice du déchaînement de violence des forces de l'ordre, de mises en garde-à-vue, de justice expéditive et prompte à emprisonner, Martinez et Berger préférant stigmatiser « la violence dans l'expression des revendications ».

Tant et si mal que la colère des masses, contagieuse en elle-même, « contamine » les bases de la CGT, de nombreux militants syndicalistes qui jusque-là, supportaient encore, les reniements honteux du bureau confédéral CGT.

NOTRE POSITION

Ce qui fait dire : MARTINEZ, RENDS LA CGT – LA CGT N'EST PAS A TOI.

PLACE À LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS VITALES DES TRAVAILLEURS, DES CHÔMEURS, DES RETRAITÉS ET DE LA JEUNESSE !

LIBERATION DE TOUS LES MANIFESTANTS EMPRISONNÉS ! JUSTICE POUR LES MANIFESTANTS MUTILES, ARRÊT DES POURSUITES ! ARRÊT DES GARDE-A- VUE

ABROGATION DE LA LOI DU 30 OCTOBRE 2017

DEHORS MACRON !

Groupe marxiste internationaliste (GMI)

- À bas Macron! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - 5 décembre 2018

Extraits.

- Le 17 novembre, le point de départ des blocages routiers est la hausse du prix des carburants. Le mouvement n'a fait depuis que s'étendre. (...)

Les attaques contre les locaux de l'administration fiscale sont dans la tradition des mouvements de commerçants ou d'agriculteurs, pas du mouvement ouvrier. Le choix des Champs-Élysées, les drapeaux tricolores, La Marseillaise, les agressions de journalistes, les dégradations de radars, les débordements racistes... montrent la confusion du mouvement et témoignent du recul de la conscience de classe du prolétariat.

Les porte-parole plus ou moins consensuels du mouvement ont publié un fourre-tout hétéroclite où figurent de nombreuses mesures progressistes qui reflètent les aspirations des travailleurs salariés. (...)

La présence de petits patrons explique la modestie de la hausse du SMIC demandée (il est prévu à 1 210 euros nets au 1er janvier 2019).

D'autres mesures sont même réactionnaires et témoignent de l'influence d'autres classes, y compris la grande bourgeoisie qui est évidemment absente des blocages. Jamais n'est mis en cause le droit de propriété des grands groupes capitalistes sur l'économie. Le catalogue des « gilets jaunes » préfère défendre « la France » contre « l'étranger », voire les étrangers. (...)

Certaines de ces mesures coûteraient cher, financièrement et politiquement, aux travailleurs. Pourquoi un président de la République ? Pourquoi lui donner encore plus de pouvoir en l'élisant pour 7 ans ? Pourquoi faudrait-il rembourser la dette publique grandissante aux banques et aux riches exemptés d'ISF et fraudeurs ? Comment le faire sans augmenter les impôts ? Les « moyens conséquents » pour un État déjà policier et militariste devront aussi être financés par l'impôt et serviront à défendre les intérêts du grand capital français, à réprimer les travailleurs.

La confusion des objectifs, la perméabilité au chauvinisme permettent aux partis bourgeois de tenter de récupérer le mouvement. Wauquiez, hostile à la limitation de vitesse et favorable aux privatisations, s'était bien gardé de s'afficher avec les cheminots. Par contre, il a pu mettre en scène son soutien sur le terrain aux « gilets jaunes ». Pourtant, les « dégagistes » qui renient la lutte des classes flattent le mouvement. (...)

N'en déplaise à LFI, on est loin d'un modèle d'auto-organisation : il n'y a pas d'assemblées, pas de vote, pas d'élections, pas de délégués, pas de coordination nationale des délégués, pas de contrôle de la base sur les porte-parole, pas d'autodéfense. Une fois de plus, les réseaux sociaux montrent qu'ils facilitent la mobilisation, mais ne garantissent aucunement la démocratie des luttes. (...)

Une partie de la jeunesse s'engouffre dans la brèche : début décembre, plus de cent lycées sont bloqués, dans plusieurs universités, les étudiants tiennent des assemblées générales.

Le NPA supplie Macron de s'exprimer : « Macron se met en scène. Il est temps qu'il parle et qu'il dise des choses. » (Besancenot, France Inter, 3 décembre). (...)

Macron avait été soutenu et financé par des fractions significatives de la bourgeoisie française en se posant comme un président qui ne reculerait jamais face aux masses populaires. Il avait obtenu sur cette base 20 % des voix au premier tour de la présidentielle.

Le PS, le PCF, la CGT, la CFDT ont appelé à voter pour lui au second tour. Puis tous les dirigeants syndicaux (CGT, CFDT, FO, Solidaires...) se sont opposés à la grève générale contre Macron, face aux ordonnances, à la loi travail, à la loi SNCF. Tous participent aux « concertations » des plans contre les retraites, contre les chômeurs et contre les fonctionnaires. La CFDT soutient Macron. D'autres organisations syndicales continuent à décréter des « journées d'action » impuissantes : 9 octobre, 12 novembre, 1er décembre, 14 décembre... Comment s'étonner qu'un mouvement ait surgi en dehors des partis « réformistes » et des syndicats ?

Les classes petites bourgeoises (travailleurs indépendants, cadres) qui influencent jusqu'à présent le mouvement des « gilets jaunes » sont incapables de tracer une voie. Elles croient réconcilier toutes les classes, d'où le drapeau tricolore et la liste de revendications inconciliables du 29 novembre. Mais ces classes intermédiaires sont vouées à se rallier à l'une des deux classes fondamentales du capitalisme, soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. Seule la classe ouvrière, en prenant résolument la tête de tous les mouvements contre l'exploitation et l'oppression, en s'auto-organisant, en constituant des conseils, est capable d'orienter les protestations vers la satisfaction des revendications et le renversement de la bourgeoisie.

Le samedi 1er décembre, des jonctions ont parfois eu lieu avec des manifestations appelées par la CGT. Les syndicats FO et CGT du transport routier appellent à la grève à partir du 9 décembre.

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée. (...)

Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917.

Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous. (Lénine, juillet 1916)

- À bas Macron ! Manifestation nationale unie à l'Élysée ! - 28 novembre 2018

Pourquoi un mouvement en dehors des partis ouvriers et des syndicats ?

Le capitalisme, qui est depuis longtemps mené par des grands groupes, détériore depuis plus d'un siècle l'environnement parce qu'il est basé sur le profit et la concurrence, pas l'intérêt de l'humanité. Depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, la classe ouvrière française subit un chômage de masse. Depuis la crise capitaliste mondiale de 2008, la classe ouvrière a été appauvrie et précarisée pour que la bourgeoisie française conserve ses profits. Les logements des travailleurs pauvres des villes se délabrent, la SNCF ferme les petites lignes de train, la santé publique et l'enseignement public sont étranglés. Les plus pauvres des pauvres, les migrants, sont la cible de la répression douanière et policière. La police et l'armée recrutent et s'équipent plus que jamais.

Hollande et le gouvernement PS-PRG-EELV ont gouverné pour la bourgeoisie et déçu la masse des travailleurs qui avaient voté pour lui et pour le PS. Cela a facilité l'accession de Macron, ancien banquier d'affaires et ancien ministre de l'économie de Hollande, à la présidence. Depuis deux ans, Macron, au compte de la bourgeoisie a redoublé les attaques contre les travailleurs, renforcé l'exploitation et la flexibilité de l'emploi et des salaires. Au nom de la « transition écologique », il a transféré une grande partie des impôts des capitalistes et des riches sur le dos des travailleurs. Mais le PS, La France insoumise le PCF, Générations ont expliqué qu'il fallait attendre les prochaines élections. LFI préconise le protectionnisme et fait croire que les problèmes viennent de l'étranger (l'UE, l'Allemagne...) et non du capitalisme.

Les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires... ont été incapables d'empêcher les attaques des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron parce qu'elles ont toujours accepté de les négocier et parce qu'elles ont empêché la grève générale. Actuellement, les chefs syndicaux acceptent de discuter des projets contre les chômeurs, les retraites et les fonctionnaires. Le PCF, LFI, LO, le NPA...les ont cautionnés à chaque fois. Comment s'étonner que le mécontentement populaire grandissant ait finalement explosé en dehors des partis « réformistes » et des syndicats de salariés ?

LVOG - Ce qu'on nous explique ici, c'est que la CGT, la CFDT, FO, Solidaires, le PCF, LFI, LO, le NPA, etc. sont des organisations ou des partis contre-révolutionnaires, réactionnaires, opposés aux droits et aspirations des travailleurs ou qui ne les représentent pas, c'est bien cela ? C'est ce que j'ai toujours affirmé, en vain.

Et ensuite, qu'est-ce qu'ils demandent aux travailleurs, je vous le donne en mille, de leur faire une nouvelle fois confiance en les appelant à l'unité, quelle inconsistance, quel opportunisme ! C'est la ligne politique que tous les courants trotskystes issus du courant trotskyste dit lambertiste (POI, POID, La Commune, Tendances Claire du NPA, GMI, CPS, etc.) ont adoptée depuis plus de 70 ans et qui a conduit à l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire à l'heure de résister à l'offensive du néolibéralisme et d'affronter le régime.

Ils n'en ont jamais tiré le moindre enseignement politique. Vous croyez qu'il leur serait venu un jour à l'esprit, que c'était là que se situait la cause principale de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, qui inclut les deux autres courants trotskystes le NPA et LO versant dans le crypto ou le néostalinisme ?

Pensez-vous, à les entendre ils ont toujours eu raison, ce sont des individus parfaits, des surhommes, des génies, des dieux vénérés par leurs militants qui se sont pris pour les maîtres du marxisme, alors qu'ils n'en sont pas dignes pour avoir failli sur toute la ligne ou nous avoir trahis. Car depuis 80 ces dirigeants (comme chez les aristocrates leur statut est héréditaire de génération en génération) ont largement eu le temps de prendre conscience de ce qu'ils faisaient ou que leurs

théories étaient erronées, et malgré tout ils s'y sont accrochés et ils ont exclus tous les militants, cadres ou dirigeants qui osaient douter de leur justesse ou qui en proposaient d'autres, qui n'étaient pas forcément justes du reste, interdisant de fait toute confrontation des idées dans leur courant politique. Mais bon, on ne va pas s'étendre sur ce sujet, on perdrait notre temps.

Les travailleurs leur ont réservé le même sort qu'aux partis ou aux syndicats pourris qu'ils soutenaient, à juste titre, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux et non aux travailleurs ou aux militants qui les rejettent.

Il y a de cela près de 13 ans environ, lorsque les blogs et portails se mirent à pulluler sur le Net et la parole à se libérer, je les avais avertis en leur disant que dorénavant les militants (et les travailleurs) allaient disposer des mêmes sources d'informations qu'eux, et que de ce fait ils pourraient plus facilement parvenir à analyser eux-mêmes la situation, partager leurs expériences, ce qui les amèneraient à de toutes autres conclusions que les leurs ou permettraient de mettre en lumière l'opportunisme du mouvement ouvrier avec lequel ils refusaient de rompre.

Ils étaient en possession de données dont nous ne disposons pas puisqu'ils n'en fournissaient pas les sources, cherchez une référence au portail du Réseau Voltaire par exemple dans leurs publications, vous n'en trouverez absolument aucune, alors que leurs dirigeants se connectent toutes les semaines à ce portail. En recourant aux moteurs de recherche sur le Net et en tapant quelques mots clés, il est très facile de comparer la version des faits livrée par une multitude de sources et en croisant les données fournies par les uns et les autres, très souvent on parvient à savoir ce qui s'est réellement passé avec une marge d'erreur pratiquement réduite à zéro.

C'est ainsi que j'ai réussi à découvrir un tas de mensonges dont ces dirigeants nous avaient abreuvé, et j'avoue souvent être tombé des nus, car je n'en revenais pas qu'on nous ait ainsi trompé délibérément, par exemple à propos des émeutes qui avaient eu lieu en 1982 en Syrie dont les barbares des Frères musulmans avaient été à l'origine, et qui nous avaient été présentés comme un soulèvement populaire férocement réprimé par le dictateur Hafez el-Assad, le même discours qu'on n'a cessé d'entendre depuis 2011 après avoir déformé la réalité des manifestations en Syrie pour justifier la politique impérialiste de Sarkozy, Hollande et Macron.

Si vous prenez leurs analyses des événements qui ont marqué le XXe siècle, vous serez stupéfaits d'observer qu'en tenant compte de l'ensemble des données parvenues à notre connaissance maintenant, et que ces dirigeants n'ont cessé de posséder il faut bien préciser, aucune ne concorde avec le déroulement des faits, toutes ont été trafiquées, je parle des événements les plus marquants ou déterminants, car dans leurs discours ils n'ont cessé de mêler vérités et contrevérités pour que leurs interprétations paraissent vraisemblables ou puissent être acceptées par leurs militants. C'est délibérément que j'évoque leurs interprétations et non les faits dont ils s'étaient écartés. Que cela donne à réfléchir aux militants. A suivre.